



Une semaine après le 56e anniversaire de la Réunification et ses péripéties dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les réactions des organisations internationales (Onu, Union africaine, Commonwealth, Francophonie...), des puissances étrangères et des Ong internationales (Amnesty International, Human Rights Watch...) s'enchaînent.

Par Georges Alain Boyomo.

Sur le plan national, des leaders de partis politiques et de la société civile donnent de la voix pour appeler à la retenue, s'indigner ou proposer des voies de sortie de la crise anglophone. Dans ce concert de réactions, on entend très peu ou pas du tout l'élite proche du pouvoir, originaire du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. On dirait que les partisans du chef de l'Etat, par ailleurs président national du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), dans ces régions, se sont brutalement tu. Ce en dépit de la situation qui n'a pas cessé de se dégrader.

On l'avait déjà constaté le 1er octobre. Contrairement aux autres régions du Cameroun, on a très peu vu les militants du parti au pouvoir (dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest) rassemblés dans le cadre d'un meeting ou d'une marche de soutien à la Constitution et aux institutions républicaines, comme instruit par le secrétaire général du comité central du Rdp, Jean Nkueté. Le « parti du flambeau » a-t-il tiré les leçons du meeting avorté fin 2016 à Bamenda, quelques semaines après le déclenchement de la crise ? Le parti a-t-il ainsi voulu éviter de donner du grain à moudre aux activistes, qui auraient sans doute imaginé des stratagèmes pour créer un incident, et ensuite justifier la confusion ? Les responsables locaux du Rdp craindraient-ils pour leur vie, au vu de la déferlante anti-Biya mêlée aux menées sécessionnistes, qu'on observe dans les régions anglophones et des menaces de représailles qui en résultent, y compris pour les élus du Social Demotic Front (SDF)

La crise de confiance entre l'élite et les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'était manifestée, plus tôt, au grand jour, lorsque les missions d'apaisement conduites par le Premier ministre, Philemon Yang, et son directeur de cabinet, Ghogomu Paul Mingo, ont échoué. De fait, les émissaires du président Biya, qui, pour certains, gouvernent avec lui depuis une vingtaine d'années, sont implicitement accusés, d'avoir poussé assidûment la poussière sous le tapis, au lieu de suggérer au chef de l'Etat un vigoureux coup de balai des problèmes spécifiques aux ressortissants anglophones.

Crise de confiance, certainement, crise de légitimité, assurément. Dans le contexte camerounais, on a rarement vu des « représentants du peuple », des « courroies de transmission » être autant désavoués par la population à la base. Sauf à penser que cette élite a régulièrement transmis les revendications des populations au chef de l'Etat et que ce dernier a fait la sourde oreille, on s'explique mal comment pendant des années, le président de la République et son parti ont accordé des maroquins de ministres et investi des conseillers municipaux, des députés ou des sénateurs aussi impopulaires.

A quelques exceptions près, la situation serait la même dans plusieurs circonscriptions politiques au Cameroun. La fracture entre l'élite politico-gouvernante et la population est importante. Tout se passe comme si le chef de l'Etat a toujours eu la main malheureuse dans le choix de ceux qui sont censés représenter la masse silencieuse. Hélas, comme on le voit à Bamenda et Buea, les conséquences de ce casting, peuvent s'avérer désastreuses.

source:Quotidien mutation
